



## Le 2 avril les retraités se mobilisent

**C'est par leur mobilisation que les retraités seront entendus**

Revalorisation des pensions, abattement des 10 %, refus de l'année de blanche, Droit à la santé bafoué, depuis trois ans, relayés par des « experts complaisants », les gouvernements tentent ... les retraités répondent !

Revalorisation des pensions, abattement des 10 %, refus de l'année de blanche, depuis trois ans, relayés par des « experts complaisants », les gouvernements tentent, les retraités répondent.

Dans une démarche unitaire initiée par le groupe des neuf, en interpellant directement la population par leur mobilisation, le pouvoir a été contraint de reculer.

Même si les cibles évoluent, la stratégie reste identique : réduire drastiquement les dépenses de la Sécurité Sociale que ce soient dans la branche vieillesse notamment en s'attaquant aux pensions de réversion ou dans la branche maladie.

Aujourd'hui, face à une loi de financement de la Protection Sociale qui par ses conséquences remet plus encore en cause le droit à la santé partout, pour toutes et tous, les retraités entendent poursuivre l'interpellation de la population et exiger des réponses positives.

La difficulté voire l'impossibilité d'accéder aux services de santé par le double mécanisme de la désertification médicale et de l'augmentation des restes à charge, touchent plus particulièrement la population retraitée.

La volonté affichée de décentraliser les ARS (Agences régionales de santé), d'affecter une part de la CSG aux départements, renforce cette stratégie de désengagement de la Sécu et accentue les fractures et inégalités territoriales.

Dans le cadre particulier de la prise en charge de l'autonomie, par les transferts de charge et face au vieillissement de la population, cette politique préfigure une ouverture encore plus grande au secteur marchand et un risque d'abandon d'une partie de la population.

Si le pouvoir a été contraint de reculer notamment sur l'abattement fiscal de 10 %, sur la revalorisation des pensions, sur l'année blanche, sur les franchises médicales, sur l'ALD (Affection longue durée), aussitôt le budget voté, il a remis ces points sur la table. Ce gouvernement entend poursuivre la remise en cause du droit à la santé partout, pour toutes et tous, refuser une véritable revalorisation des pensions et accentuer le démantèlement des services publics.

**Les organisations signataires, dans le cadre du G9, ont décidé :  
D'une journée d'action le 2 avril, jour d'une demande d'audience au premier ministre.**

**A PERPIGNAN**

**RASSEMBLEMENT : 10H00 PLACE DE LA VICTOIRE**

**Manifestation avec des prises de parole au MEDEF et à la  
Préfecture**